Document generated on 10/19/2024 3:26 p.m.

Études internationales

Touscoz, J., *Quelle politique énergétique pour l'Europe? Propositions pour une relance.* Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Coll. « Énergie et Société », 1986, 153 p.

Michel Duquet

Volume 18, Number 3, 1987

URI: https://id.erudit.org/iderudit/702224ar
DOI: https://doi.org/10.7202/702224ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Duquet, M. (1987). Review of [Touscoz, J., *Quelle politique énergétique pour l'Europe? Propositions pour une relance.* Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Coll. « Énergie et Société », 1986, 153 p.] *Études internationales*, *18*(3), 663–666. https://doi.org/10.7202/702224ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1987

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

conde option fut l'utilisation du gaz comme combustible pour des industries lourdes, et des secteurs résidentiels ou commerciaux; il semble par contre, que l'expérience iranienne fut à cet égard réussie.

L'exportation de gaz, troisième solution envisagée, eut deux principaux avantages: d'une part une diversification des exportations et d'autre part, une source non négligeable de devises. Mais le commerce du gaz naturel et tout particulièrement sous forme de LNG demeura non rentable du fait des coûts élevés de liquéfaction et de transport. De plus, les auteurs mettent en avant les expériences iranienne et algérienne, montrant qu'il fallait mener une analyse minutieuse des coûts et donc, de la rentabilité, avant de se lancer dans ce type de projets.

La dernière option concerna le gaz non associé: la solution envisagée fut de ne pas l'extraire, pour le garder sous forme de réserves pour des jours meilleurs.

La conclusion de ce rapport met en évidence, qu'en raison de la situation actuelle du marché pétrolier international, l'économie du commerce du gaz naturel fournit peu d'incitation aux pays membres de l'OPEP, pour développer leurs potentiels de cette matière première vitale.

Gabi JARJOUR

University of Petroleum and Minerals
Dhahran, Arabie Saoudite

TOUSCOZ, J., *Quelle politique énergétique pour l'Europe? Propositions pour une relance*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, Coll. « Énergie et Société », 1986, 153p.

Quelle que soit l'évolution actuelle du marché pétrolier international, les grands centres développés sont toujours aux prises avec le problème de la surconsommation énergétique, qui leur a coûté cher en termes de ressources dilapidées et d'emplois perdus. Le phénomène du gaspillage énergétique, si caractéristique de notre modèle de consommation, se produit aussi en Europe, mais avec moins d'ampleur. Prenons le secteur agricole, fleuron de la Politique communautaire. Compte tenu de traditions d'agriculture anciennes basées sur le jardinage intensif, le recyclage et la présence d'une abondante main-d'oeuvre rurale, une productivité étonnante a été rendue possible. Partout où ces facteurs furent moins présents, comme en Allemagne ou au Royaume-Uni, la tendance paraît plus forte à importer le modèle agro-alimentaire américain. La politique agricole de la CEE, par ailleurs, axée sur le soutien des revenus de la classe paysanne, constitue depuis 1957 un frein puissant à l'hyper-mécanisation des fermes et à l'utilisation massive des engrais chimiques. Le prix de ces produits est sans doute trop élevé pour la majorité des agriculteurs européens. Vue longtemps comme en retard sur l'Amérique, l'agriculture européenne s'avère en définitive beaucoup plus capable de faire face au défi de la Crise de l'énergie parce que justement moins gaspilleuse.

Au chapitre de la Matrice des Transports, les Européens consomment jusqu'à 60 % moins d'énergie que les Nord-Américains. Disons les choses autrement: le secteur américain des transports utilise jusqu'à deux fois plus d'énergie que l'Europe pour chaque dollar qui compose son PIB. On connaît, pour la constater de nos yeux, la part de la voiture particulière dans cet état de fait. En effet, si les Américains consacrent 3,2 % de leur budget familial pour le chauffage, la ventilation et l'éclairage de leur foyer, par rapport à 2,2 % pour les Européens et seulement 1,3 % pour les japonais, le différentiel est plus grand encore pour l'essence: 4,5 % par rapport à 2 % et 0,7 % respectivement. Bien sûr, si le climat est encore ici en cause avec le chauffage et la climatisation des automobiles, si la taille des pays est un facteur important à considérer, le style, la taille, le poids et la technologie des voitures y est aussi pour quelque chose. L'importance du voyage d'affaires en automobile est un trait nord-américain, imité de plus en plus d'ailleurs par les Européens eux-mêmes. La préférence des Nord-Américains pour des véhicules moins économiques et inversement les percées technologiques des

autres en direction de véhicules plus petits est à relier très directement aux prix de l'énergie traditionnellement pratiqués dans ces régions au niveau de développement avancé. Depuis les années 1920, aussi bien le carburant que les véhicules eux-mêmes ont été bien moins chers aux États-Unis. Voilà qui a induit un profil de consommation plus prodigue, sans que la dépense ainsi consentie se traduise nécessairement par une productivité supérieure.

A contrario de cette tendance, les transports en commun connaissent un essor considérable tant au Japon qu'en Europe occidentale et ceci depuis une époque ancienne. Jamais là-bas le transport par voiture individuelle ne prendra une importance comparable à l'Amérique du Nord. Ces réseaux de transport en commun, trains de banlieue ou à grande vitesse notamment, s'avèrent une source d'économie pour ces pays et, concurremment, leurs prix maintenus concurrentiels par des subsides gouvernementaux, tendent à décourager l'utilisation de la voiture pour les parcours sur de longues distances.

Bien au contraire, au plan industriel, l'Amérique du Nord s'est de plus en plus spécialisée dans ces branches de l'industrie qui sont les plus énergivores: concentration de l'industrie canadienne dans le domaine du traitement des métaux (sidérurgie, aluminerie), de la pulpe et papier et du bois d'oeuvre et aux États-Unis, fabrication d'équipements lourds (navires, armements, aéronautique, appareils électro-ménagers, automobiles et camions) demandant une forte contribution en énergie. On observe surtout que, dans la majorité de ces industries, les procédés de fabrication sont restés *grosso modo* les mêmes; les bas prix du pérole permettant toujours la poursuite de processus de production délaissés ailleurs au profit d'innovations technologiques (le meilleur exemple serait à cet égard celui de la sidérurgie allemande). Ces produits, dans lesquels sont contenus des unités d'énergie stabilisée, sont-ils exportés et vendus à l'extérieur, permettant alors de « repasser » aux autres la dépense énergétique nécessaire à leur production. Il ne semble pas que le volume des exportations sophistiquées traduise cette tendance. En Allemagne et au Japon, pourtant, l'OCDE calcule que 10 % de la facture pétrolière est ainsi amortie, contribuant à l'essor de l'économie.

Autre facteur qui se dégage de cette analyse: la DISPONIBILITÉ LOCALE des sources d'énergie semble agir, elle aussi, comme un frein à la modernisation. Moins un pays est dépendant des importations de l'étranger, plus il perpétue les caractéristiques traditionnelles de son industrie. Or pour l'Amérique, le facteur énergie n'a jamais fait problème. Il s'ensuit une relative indifférence au gaspillage. Partout où la dépendance se manifeste, s'exprime aussi le besoin de maximiser l'utilisation des intrants. Et qu'en est-il justement de cette dépendance?

Ce calcul nous ramène au bilan énergétique des grands pays développés européens. Si les États-Unis affichent une dépendance réduite de 14 % de leur consommation totale, la RFA affiche un solde négatif de l'ordre de 40 % du total, le Royaume-Uni, 50 % et de taux variant de 70 à plus de 90 % dans les cas de la France, de la Suède, de l'Italie et de la Grèce. Un lien organique très net relie par conséquent ces deux facteurs et la consommation d'énergie par rapport au PIB.

Le Royaume-Uni présente l'avantage de posséder le pétrole extrait de la Mer du Nord. Celui-ci arrive en effet sur le marché, après une longue période d'exploration et de mise au point des plateformes, à peu près au même moment que le premier choc pétrolier. Ces nouvelles ressources énergétiques, de pair avec le maintien d'une puissante industrie charbonnière datant de la première révolution industrielle, donnent au pays une marge d'auto-suffisance inconnue ailleurs en Europe occidentale. Dès 1978, le Royaume-Uni n'importe que 34 % de ses besoins énergétiques. Malgré cela, on a tenu à réduire la participation du pétrole dans la génération d'électricité.

En RFA, où l'importante production locale de charbon a toujours contribué à réduire le coefficient de dépendance du pays sur le pétrole importé, le pays se suffisant à 61 %, les réactions au premier choc pétrolier furent prudentes. Le Programme Politique de l'Énergie

s'en remit essentiellement à des mesures d'approvisionnement, et ceci dans deux directions. D'une part, la hausse de la production locale de charbon pour remplacer le pétrole. D'autre part, un ambitieux programme d'implantation de centrales électro-nucléaires pour assurer la génération électrique. On crut au départ que cette double stratégie serait suffisante. Mais la montée du mouvement politique des *Grünen* (les Verts) dans les années 1970 remit en cause le second objectif; de vastes manifestations d'étudiants et de pacifistes et la mobilisation de l'opinion publique, surtout après l'accident de la centrale de Three Miles Island aux États-Unis en 1979, obligèrent le gouvernement à une réévaluation à la baisse de ses objectifs dans cette filière. On s'intéressera davantage aux mesures de conservation d'énergie, accompagnée de mesures concrètes sous la forme de taxes à la consommation. Ainsi la taxe sur l'huile à chauffage fut doublée, et le fruit de sa recette fut utilisé pour mettre à la disposition du public des subsides à l'isolation des maisons, à l'installation de dispositifs d'énergie solaire actifs et passifs, et enfin de pompes à chaleur. Comme en Angleterre, on mit au point une réglementation plus sévère pour la nouvelle construction ainsi que pour les appareils électro-ménagers qui doivent désormais porter un sceau des autorités.

Dans le domaine industriel, car il ne faut pas oublier que la RFA et une immense puissance industrielle, tout investissement productif dans la reconversion des usines et des équipements en faveur de procédés économisant l'énergie, bénéficie de crédits d'impôt. On assiste ainsi au début des années 1980 à l'émergence d'une sidérurgie qui est bien en avance sur celle de l'Amérique du Nord, utilisant par exemple l'injection d'oxygène dans les hauts fourneaux et les isolants hautement sophistiqués dans le cadre de processus plus performants. Seule de toutes les sidérurgies occidentales, celle de la RFA se retrouve aujourd'hui en excellente posture; sa technologie est exportée vers les autres partenaires européens et même aux États-Unis depuis 1984, contribuant ainsi au succès économique de la Fédération allemande. Enfin, au début des années 1980, le gouvernement de Bonn interdit la construction de toute nouvelle usine thermique fonctionnant au gaz naturel et au mazout lourd.

La France, de tous les pays évoqués ici, n'a jamais participé à l'Agence Internationale de l'Énergie. Peut-être parce que, plus que toute autre, elle dépendait de ses fournisseurs étrangers, elle fut la première à préconiser une politique énergétique autonome et fondée sur la substitution énergétique. Il ne faut pas perdre de vue qu'avec le Brésil, la France constitue le principal foyer, parmi les pays latins, de nationalisme économique. Aucun domaine mieux que celui de l'Énergie n'est en mesure d'illustrer cette réalité que le Programme énergétique français.

D'abord, fixation d'un plafond maximum d'importations de pétrole et des mesures de conservation menées sur une base relativement modeste. Ce cheminement ne fut pas une source de consensus, car le Conseil des Ministres rejeta, en 1978, une telle politique en faveur d'une stratégie de relance économique plus « classique ». Peu désireuse de modifier ses habitudes de vie et son orientation économique à cause de circonstances internationales sur lesquelles elle a peu de prise, la France se mit au diapason à travers une politique d'équipement électro-nucléaire. Il s'agit de la plus ambitieuse politique de nucléarisation à des fins pacifiques poursuivie dans un pays de taille moyenne. Sur les plans technique et organisationnel, le programme français se compare d'ailleurs plus que favorablement avec n'importe quel programme mené par des puissances plus importantes. Pour en témoigner, qu'il suffise de dire que l'appui de l'opinion française lui est acquis; ce qui étonne dans un pays européen. Entre 1979 et 1985, la capacité de génération électrique française fut multipliée par quatre, contribuant à diminuer la dépendance énergétique du pays, qui se situait jusque-là autour de 80 %. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si la « recette française »: nucléarisation et diversification des sources d'approvisionnement, sert de point de référence privilégié à Jean Touscoz, qui y voit la possibilité d'une plus grande indépendance pour l'Europe « européenne ».

De son côté, l'Italie est relativement pauvre en ressources énergétiques et, comme la France, elle subit un taux élevé de dépendance à ce niveau. L'importation de pétrole étant pour ainsi dire inévitable, l'Italie n'a d'autre choix que de s'entendre avec les pays producteurs, avec qui elle conclut d'ailleurs des marchés commerciaux. On pense notamment à l'association des Italiens et des Libyens dans Fiat, pour une valeur de $3 milliards, qui ne s'achèvera que tout récemment. Par ce moyen, l'Italie concluait avec une de ses anciennes colonies un accord de réciprocité portant sur l'énergie et la production industrielle dans un domaine assez compromis pour nécessiter des concessions des deux côtés. L'exemple de cette entente suggère que de telles concessions sont possibles quand l'ancienne puissance coloniale se départit d'une attitude traditionnellement hautaine, au profit d'un pragmatisme de bon aloi que la Crise de l'Énergie rend, à quelque chose malheur est bon, non seulement souhaitable mais aussi praticable. Les avantages sont communs: d'une part la sécurité des approvisionnements, de l'autre les transferts technologiques et les ententes de marché qui rendent la coopération possible.

À son corps défendant elle aussi, compte tenu de taux de consommation plus bas que les pays vraiment riches comme les É.U., la RFA et le Canada, l'Italie consent quand même à des programmes de conservation qui se traduisent par des taxes sur la consommation pétrolière. L'imposition de limites de vitesse sur les routes fut ressentie par les Italiens comme un amer sacrifice. Les subsides à la consommation d'électricité domestique furent réduits au nom de la crise financière de l'État, bien réelle celle-là. Une nouvelle réglementation fut établie pour l'isolation des maisons et des édifices publics.

L'aspect le plus spectaculaire de la politique énergétique italienne fut la signature d'accords à long terme avec la Libye et l'Algérie, pour la livraison de 12 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an pendant une période de 20 ans. On comprend que la politique internationale de l'Italie, qui a toujours dans le passé récent privilégié le dialogue entre adversaires plutôt que la provocation, a quelque chose à voir avec cette réalité.

Malgré tous ces efforts, les économies européennes sont toujours en situation chronique de pénurie. Les percées technologiques ont déjà eu lieu; l'énergie est déjà chère; la conservation est déjà un fait acquis. D'où le paradoxe européen: malgré qu'elle soit bien positionnée sur le marché international, en termes d'innovation technologique et de productivité, dans quelle direction vraiment inédite peut se diriger l'Europe devant une menace de cet ordre? Les progrès, pour être vraiment significatifs, devront se révéler hautement qualitatifs. C'est ainsi que la marge de manoeuvre de l'Europe, comme celle du Japon, ne peut être que plus étroite, bien plus étroite que celle de l'Amérique du nord.

Pour que la Crise de l'énergie s'avère stimulante pour une économie déjà lourdement taxée à ce chapitre, il faut, conclut Touscoz, que s'affirme plus que jamais une « politique commune » dans l'Énergie, comme il en existe une dans l'agriculture. On pense notamment à coordonner la relance du secteur charbonnier, véritable « ballon d'oxygène » dans la circonstance. On évoque surtout, à tout seigneur tout honneur, la politique de nucléarisation, qui a commencé à donner, depuis le début de la décennie, des résultats encourageants, sinon spectaculaires: en 1986, l'Europe produit 20 % de ses besoins en électricité à partir de cette filière. Mais les susceptibilités nationales demeurent fortes et l'on hésite, dans les capitales nationales, à remettre à un organisme commun la gestion d'un secteur de l'économie qui a toujours relevé de la stratégie propre aux Nations, dans leur quête insatiable d'indépendance et de rayonnement international. Voilà pourquoi il reste à savoir si le défi proposé par l'auteur sera relevé. On peut craindre que la baisse actuelle des prix de l'énergie ne contribue à endormir l'opinion et ramener de vieilles habitudes d'insouciance qui ont pourtant failli, dans le courant des années 1970, entraîner la vieille Europe sur le sentier de la ruine.

Michel DUQUET

Chercheur-associé au CREDIT
Université du Québec à Montréal